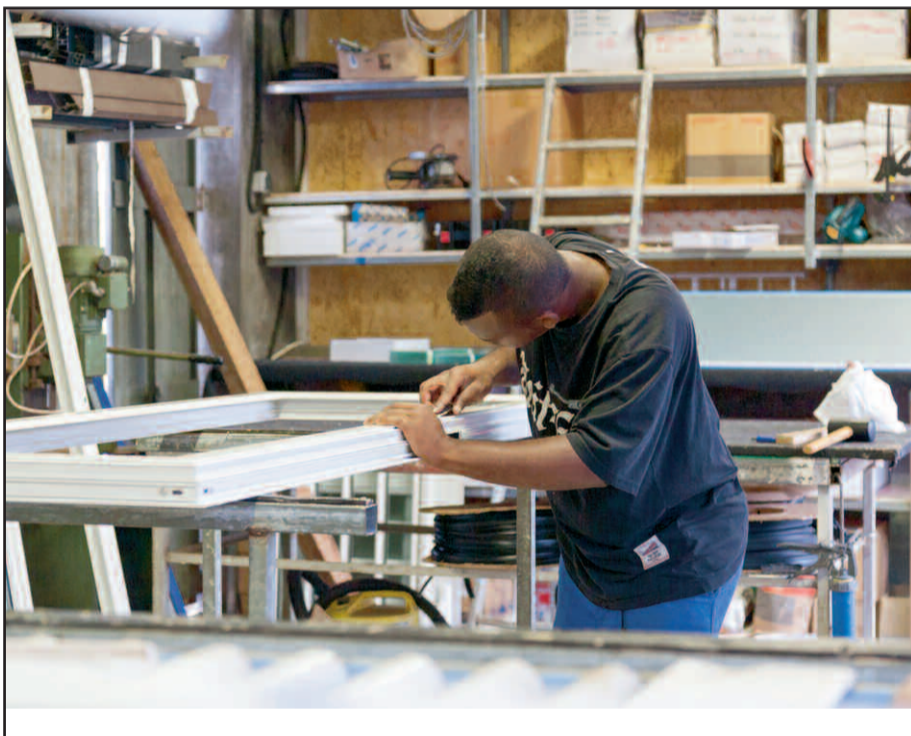


Dans 4 jours, les élections européennes Les Outremer en avant avec Younous Omarjee

Conférence-débat avec Younous Omarjee à Saint-Paul

Un champ d'action important



L'octroi de mer permet un niveau de taxe différent entre les importations et les produits réunionnais. Sa recette est une source de revenus pour les collectivités. Sa suppression pure et simple serait le coup de grâce porté à l'industrie réunionnaise livrée sans protection à la concurrence des grands groupes européens. (Photo Tonlox)

Au cours d'une conférence débat hier à Saint Paul, Younous Omarjee est revenu sur son bilan et les questions fondamentales qui se posent aux Réunionnais et qui devront être défendues par un député présent et connaisseur des dossiers.

Après avoir évoqué l'avenir de la filière canne et la suppression des quotas sucriers en 2017, mais aussi «l'affaire grave» du Traité Transatlantique, le candidat de la liste pour l'Union pour les Outremer, a évoqué l'octroi de mer.

Un dossier resté dans le silence, car «on ne sait rien» des négociations entre l'Etat français et l'Union Européenne, ni les propositions faites par Didier Robert, président de la Région Réunion, ni celles de la France. Une chose certaine pour le député sortant: informer la population de l'importance de l'octroi de mer pour les économies insulaires, comme La Réunion. Parce que l'Union européenne se sert du mécontentement de la population pour supprimer de telles subventions.

sent «de dépasser les conflits partisans», afin de travailler au mieux pour les intérêts des peuples. A La Réunion, en dépit des nombreuses demandes de rencontre, Younous Omarjee n'est pas parvenu à connaître la position et l'avis de Didier Robert sur les questions européennes, dont le Région dépend pour ses investissements.

Des luttes partisans qui freinent le développement des territoires, alors qu'en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, «ils m'ont fait des propositions pour leurs territoires». D'ailleurs, «on doit sortir de cette vision misérabiliste» que les ultramarins ont de l'Union Européenne et de son côté, l'Union Européenne doit sortir du «combien ça coûte l'Outremer».

Raisons pour lesquelles, «il faut un député qui connaît les dossiers» et qui connaît les arcanes de l'Union Européenne, notamment ses stratégies et enjeux afin de peser dans les négociations.

Les dossiers traités à Bruxelles impo-

Correspondant



Débat entre le député et le public hier au Ciné Cambale à Saint-Paul.



Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Pourquoi la classe politique et les médias maintiennent-ils les Réunionnais dans l'ignorance?

Dimanche, on vote. Nous avons vu dans nos deux derniers papiers l'importance de ce scrutin. Pourtant, la tendance est de dire que ces élections ne passionnent pas les foules. A qui la faute? Les médias reprennent en boucle cette assertion, conditionnent l'opinion, sans interroger la classe politique sur ses responsabilités dans cette faille monumentale. Comparées aux Municipales, «y a pas photo!» C'est là qu'on trompe l'opinion.

En effet, les autorités européennes ont demandé à la France de supprimer l'Octroi de Mer, une fiscalité indirecte considérée comme une taxe à l'importation. En 2004, la France a été obligée de présenter un nouveau régime qui taxe également les produits locaux. Un délai a été accordé pour 10 années supplémentaires. La France avait jusqu'au 1er juillet 2014 pour faire le bilan. Elle n'était pas prête, et le Député au Parlement Européen Younous Omarjee a pu obtenir un report de 6 mois. Mais à la fin du délai, qu'est ce qu'on fait? Non seulement le problème n'a pas été au cœur des enjeux des dernières Municipales, mais il est superbement ignoré par la plupart des candidats aux Européennes.

Or, l'octroi de mer rapporte environs un milliard d'euros dans les 4 Dom. Il est réparti entre les Collectivités et soutient quelques filières économiques. Tous les consommateurs sont concernés.

Cette fiscalité est menacée et la classe politique ne fait rien de plus pour informer les Réunionnais des propositions alternatives. Les médias ne jouent pas leur rôle de contre pouvoir et aseptisent une opinion, sciemment déconnectée de la réflexion sur son avenir. Ils sont tellement occupés à fabriquer des créatures médiatiques érigées en vertu et compétences pour combattre le PCR. C'est le moment pour toutes ces créatures artificielles de publier leurs propositions de réforme! Il reste encore 4 jours avant les élections! Les consommateurs piaffent d'impatience!

Croyons-nous vraiment que si le service public, payé sur nos redevances faisait l'effort d'ouvrir ce genre de débat avec la population, la participation aux élections n'aurait pas été meilleure? Il en est de même de la fin du quota sucrier et ses conséquences pour 23 communes où la culture de la canne est historique. Quelles solutions les Maires des communes concernées proposent-ils aux futurs candidats? Comment croire que la population aurait été indifférente si ces enjeux étaient mis en avant? Les politiques et les médias maintiennent les Réunionnais dans l'ignorance à cause de leur position de classe sociale, totalement hermétique à ces problèmes essentiels qui concernent leurs compatriotes. On finit dans un simulacre de débat à Réunion 1ère où même le minimum n'est pas respecté. Honteux!

J.B.

Younous Omarjee : «le combat doit continuer»

Lors de son intervention lundi soir à Sainte-Suzanne, Younous Omarjee a abordé plusieurs points.

Le POSEI, «un dossier à défendre»

Aux questions des agriculteurs concernant la canne, Younous Omarjee a expliqué que «tout se tient, si on fragilise la canne, on fragilise tout le secteur agricole de La Réunion». Raison pour laquelle, le Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité (POSEI) doit être défendu. «On avait une réforme en 2012 qui satisfaisait les planteurs et améliorerait les dispositifs, mais il a été décidé une révision profonde de cette réforme, avec la remise en cause de tout le fondement du POSEI». Face aux risques engagés lors de cette nouvelle réforme, «on avait

alerté» l'ensemble des institutionnels. Cependant, lors d'une réunion organisée avec le Commissaire européen, tous les présidents des Conseil Régionaux des RUP étaient présents, sauf Didier Robert, a expliqué le député sortant.

Ce n'est que lors de la venue de Dacian Ciolos, commissaire européen à l'agriculture, que ce dernier «s'est rendu compte que les technocrates de Bruxelles, lui avaient raconté n'importe quoi, parce que le POSEI fonctionne chez nous». Après sa visite à La Réunion, Dacian Ciolos a décidé de «renoncer à sa réforme. C'est le

résultat d'un long combat», a expliqué le candidat aux européennes. Ce dernier a cependant alerté qu'avec l'élection d'un nouveau président à la Commission européenne, la réforme pourrait refaire surface, aux dépens des intérêts des planteurs réunionnais.

Raison pour laquelle, «il faut envoyer un député qui connaît les dossiers. Nous avons défendu avec acharnement et efficacité les intérêts des Réunionnais et des planteurs. Le combat doit continuer». Le vote est «le seul moyen d'agir contre ceux qui sacrifient nos intérêts».

Le Traité Transatlantique pointé du doigt

Lors de sa conférence, Younous Omarjee a assuré qu'il ne voterait pas pour le Traité Transatlantique qui «concerne aussi La Réunion et surtout l'ensemble des travailleurs sur le continent européen». Ce dernier a expliqué que «l'accord ne soumet pas l'Europe aux Etats-Unis, c'est pire, il soumet l'Europe aux multinationales américaines, qui vont dicter les loi sur la vie de nos entreprises».

«L'affaire est grave, alors pourquoi est ce que je suis le seul à en parler,

parce que je sais que je vais voter contre. Les autres entretiennent le flou parce qu'ils savent qu'ils vont voter comme leurs chefs Martin Schulz et Jean-Claude Juncker, qui se sont engagés à voter ce traité, qui organise la fin de la souveraineté des Etats», a dénoncé Younous Omarjee. Ce dernier a d'ailleurs fait référence au référendum de 2005 concernant le Traité de Lisbonne, «nous avons voté non, alors que tous les autres ont voté oui». En effet, les fédérations

réunionnaises des grands partis politiques, tels que le PS et l'UMP, ont suivi les décisions prises à Paris et Bruxelles en votant oui au Traité de Lisbonne.

Younous Omarjee s'est d'ailleurs insurgé contre le vote des grands partis politiques à La Réunion et en Europe, car «il existe des produits américains arrivés à l'île Maurice, qui sont prêts à venir à La Réunion et qui vont détruire nos productions».

S'intéresser au sort de l'Europe et du monde

«Nous avons des problématiques partagées avec l'Europe et le monde. On était en avance dans les problèmes, mais l'Europe nous a rattrapé dans les problèmes, comme en Espagne, en Grèce ou au Portugal», a expliqué le candidat de l'Union des Outremer. Ce dernier a évoqué une visite à Athènes, avec Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, durant laquelle il a pu constater la misère et la pauvreté grandissante dans la capitale.

«On doit se sentir concerné, car on ne peut pas demander une politique

pour les RUP, sans être à l'écoute des peuples», a indiqué Younous Omarjee. Ce dernier a expliqué qu'il y a «un combat que nous devons partager, contre la politique d'austérité qui remet en cause le modèle européen d'Etat-providence et qui remet en cause les services publics et veut réduire les interventions de l'Etat». Pour ce dernier, il y a la volonté d'établir en Europe «le même modèle qu'aux Etats-Unis et qui existe dans les pays anglo-saxons». Il s'agirait alors de la libéralisation des services publics, avec la santé et l'éducation

payantes et le monopole des marchés. «Si un espace se libère, il ne restera pas bien longtemps vide, car les marchés sont partout», avec une telle politique, a expliqué le député sortant.

«L'Europe fait table rase pour installer des marchés dans la santé, dans l'éducation, et pour réduire l'intervention de l'Etat». Y compris en France, avec la politique menée par François Hollande et son plan d'économie de 50 milliards, a expliqué Younous Omarjee.

«Nous sommes au centre»

«Il n'y a pas de mot plus vilain qu'ultrapériphérie, nous sommes au cœur, au centre. Nous sommes ultrapériphérie pour eux, mais eux le sont aussi pour nous», a expliqué Younous Omarjee. Ce dernier a indiqué: «On est à l'ultrapériphérie de leurs préoccupations, mais on est au cœur de nos vies. On a des voisins, un environnement régional». Pour ce der-

nier, La Réunion s'ancre dans l'Union Européenne, mais elle doit aussi «s'ancre dans l'environnement régional et l'Union Européenne doit nous accompagner». D'autant plus que «le repli de l'Europe sur ses frontières» face à la crise économique et sociale, devrait l'obliger à «regarder vers l'ultrapériphérie», a indiqué le candidat de L'Union des

Outremer. «Ils devraient regarder vers nous, car nous sommes la clé des solutions, avec nos mers et océans. On est l'immensité, on n'est pas un petit pays», a assuré ce dernier. «Le développement ne peut plus être pensé par rapport au terrestre, mais dans l'espace et dans les mers. Avec ça, nous sommes bien plus important que l'Allemagne».

L'Union des Outremer, une candidature écologiste

«On ne parle pas assez de la disparition des espèces animales et végétales. Nous sommes dans la sixième vague de disparition des espèces. Demain, on ne pourra plus voir d'éléphant, de grands singes, qu'au zoo. Les baleines, requins vont disparaître dans l'indifférence totale parce que le modèle d'organisation économique et de prédation fait que l'on tue l'en-

semble des espèces», a expliqué Younous Omarjee.

«Les occidentaux traitent les espèces comme ils exploitent les matières premières et les esclaves, comme des biens qu'on peut utiliser comme on veut». Pour ce dernier, la première conséquence de ce désastre écologique sera «la disparition de l'espèce

humaine».

Raison pour laquelle, Younous Omarjee propose la création d'un qualificatif juridique nouveau pour définir les crimes de l'humanité contre les espèces et la nature. Le but est de «traduire les multinationales devant les tribunaux, car ce sont elles qui vont amener l'humanité vers sa fin».

Saint-Martin, Martinique et Guadeloupe îles les plus touchées

Plus de 40.000 cas de chikungunya aux Antilles

L'épidémie de virus chikungunya continue de progresser à la Martinique et en Guadeloupe. La crise sanitaire n'est pas une catastrophe pour le moment, et elle n'a pas d'importantes répercussions sur l'économie. La vigilance reste de mise, car si l'épidémie atteignait en Martinique la même intensité qu'à La Réunion en 2006, tout le système sanitaire serait débordé et des renforts venus d'ailleurs seront nécessaires.

Le dernier point épidémiologique fait apparaître une situation contrastée face à l'épidémie de chikungunya aux Antilles. À Saint-Martin, le plus gros de l'épidémie semble avoir été franchi. La CIRE Antilles Guyane qualifie la situation de transmission modérée. Malgré tout, ce sont 3.240 évocateurs et deux décès indirects dénombrés pour une population de 37.000 habitants, soit un peu moins d'un habitant sur 10 touché.

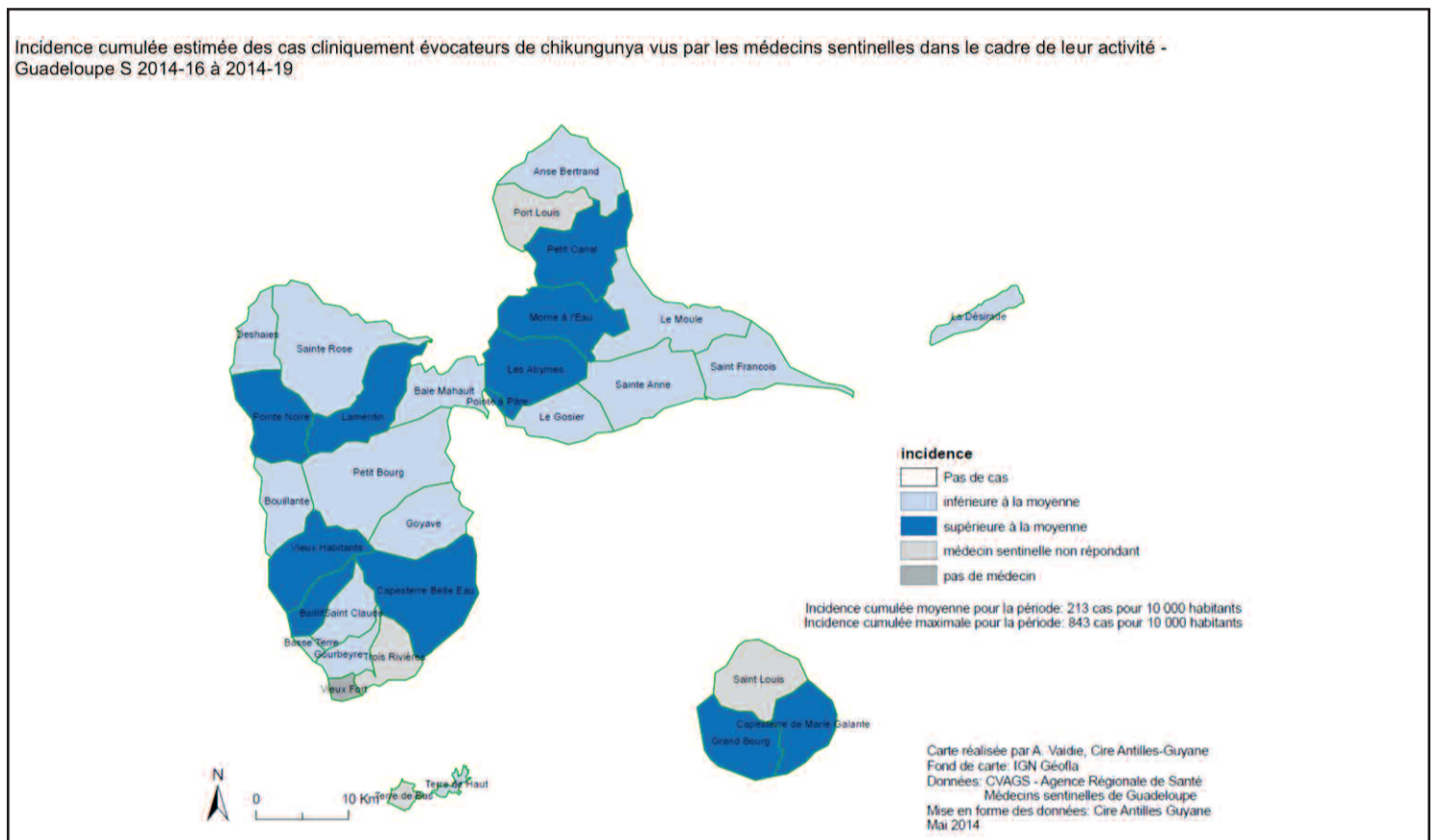
À la Guadeloupe, l'épidémie a pu être contenue quelques semaines, mais elle s'est brutalement accélérée dans la dernière semaine d'avril et la première semaine de mai. Du 5 au 11 mai, ce sont 3.000 personnes supplémentaires qui se sont ajoutées à la liste des malades du chikungunya dans cette région d'outre-mer. Cela porte le total des personnes touchées à plus de 13.000.

À la Martinique, le nombre de malades depuis le début de l'année est deux fois plus important. D'après le dernier point de la CIRE Antilles-Guyane, il dépasse 24.000 cas estimés. Un premier pic avait été atteint juste avant Pâques, avec une estimation de 2.500 nouveaux malades en une semaine. Le niveau de transmission était, du 5 au 11 mai, estimé à 2.290 nouveaux cas. Trois décès chez des personnes porteuses du virus sont pour le moment confirmés.

Interrogation sur la lutte chimique

La proportion de personnes touchées et l'intensité de l'épidémie sont encore loin de ce que La Réunion a vécu en 2006. Néanmoins la vigilance s'impose pour plusieurs raisons: la «démographie médicale déficitaire» en Martinique (voir encadré). La seconde est la pulvérisation d'insecticides suspectés d'être dangereux. Fort heureusement, le fénitrothion utilisé début 2006 à La Réunion a été banni.

Pour le remplacer, le deltaméthrine est utilisé. Son efficacité est remise en doute, notamment à Tahiti qui se base sur le résultat d'études menées justement à la Martinique. «Si la deltaméthrine s'avère l'un des meilleurs insecticides utilisables à l'intérieur des habitations, elle peut en revanche montrer certaines limitations quand les traitements sont effectués à l'extérieur des habitations. (...) Des essais réalisés en Martinique ont montré que la deltaméthrine tuait moins de 50% des moustiques adultes issus de la population locale». Mais l'insecti-



Voici la carte de l'épidémie en Guadeloupe. Le chikungunya progresse partout.

cide tue les pollinisateurs. A Tahiti le syndicat des apiculteurs a demandé l'interdiction de ce produit par crainte d'une surmortalité des abeilles. Pour sa part, Greenpeace a demandé à l'Europe d'interdire ce pesticide chimique car l'ONG estime qu'il contribue du déclin des abeilles.

Le Bti nécessaire

Ces soupçons renforcent l'intérêt de l'utilisation du Bti, un insecticide biologique contre les larves de

moustiques. Sachant que l'espérance de vie d'un moustique adulte n'est que de quelques semaines, la disparition des larves fera baisser drastiquement le nombre de vecteurs. Cela aura pour conséquence d'éradiquer l'épidémie.

M.M.

Faire venir des médecins de France, mais pourquoi pas de Cuba ?

Face au risque d'une déstabilisation du système de santé à cause d'un manque de médecins généralistes, les autorités sanitaires de Martinique ont élaboré une stratégie prévoyant la venue de renforts médicaux venus de la lointaine France. Manifestement, la collaboration avec Cuba tout proche n'est pas prévue alors que Cuba est mondialement réputée pour la qualité de ses médecins. D'où vient le blocage ?

L'ARS Martinique constate que l'épidémie de chikungunya amène à anticiper sur plusieurs facteurs soulevant le problème de la fragilité du système de santé. Le pays manque de médecins, estime l'Agence régionale de Santé Martinique. La médecine ambulatoire «risque d'être mise en difficulté pour prendre en charge un afflux massif de consultations sur une période pouvant durer plusieurs semaines, si l'épidémie de chikungunya venait à s'intensifier et atteindre des niveaux épidémiques comparables à ceux observés en 2006 sur l'île de La Réunion (pic épidémique atteignant 5% de la population en 1 semaine)». Le niveau actuel de transmission est supérieur à 2.000 cas par semaine.

Cela impose la mise en œuvre d'une stratégie pour faire face. L'ARS constate que l'«on peut estimer qu'à partir de 4 000 à 5 000 nouveaux cas de chikungunya par semaine, les cabinets libéraux pourraient être débordés, sans compter l'absentéisme des médecins eux-mêmes malades ou partant en congés. Cette situation pourrait

déstabiliser le système de santé en ne permettant plus la prise en charge optimale des malades en ambulatoire et en provoquant un transfert des consultations médicales ambulatoires vers les services d'urgences qui ne pourraient plus, dès lors, prendre en charge dans des conditions satisfaisantes les véritables situations d'urgences».

Selon l'ARS, la solution envisagée est de faire venir des médecins de France. Cela représente un trajet de plusieurs milliers de kilomètres, «leurs frais de transports, d'hébergement et leurs rémunérations sont assurés par l'EPRUS (Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires)».

Cette option peut étonner. La Martinique fait partie de la Caraïbe. Dans cette région, un pays est renommé dans le monde entier pour ses médecins, c'est Cuba. Cuba est bien plus proche de la Martinique que de la France, sans compter que ce pays a une connaissance du milieu tropical naturellement plus développée que dans un pays européen de la zone tempérée. Nul doute également que cette coopération ne manquera pas de faire progresser les deux partenaires.

Car au même titre que La Réunion, la Martinique ou la Guadeloupe, Cuba pourrait elle aussi être touchée par une épidémie de chikungunya, ce qui lui permettrait de renforcer la protection de sa population face à une telle éventualité.

Hier au Sénat

La fraternité pour rompre avec la pauvreté

Avant la bien connue séance de la question au gouvernement, le Sénat était le lieu d'un débat beaucoup moins médiatisé mais d'une importance capitale: comment enrayer la pauvreté? Le point de départ de la discussion est un rapport préconisant la fraternité pour un scénario de rupture avec toutes les politiques menées jusqu'à présent.

Hier après-midi, le Sénat organisait un débat sur le thème «Comment enrayer le cycle de la pauvreté?». Le Sénat rappelle que Yannick Vaugrenard, sénateur de Loire-Atlantique, a présenté à la délégation sénatoriale à la prospective en février 2014 un rapport sur ce thème, intitulé «Comment enrayer le cycle de la pauvreté? Osons la fraternité!».

Ouvrant hier le débat, le sénateur a notamment dénoncé la banalisation de l'hérité dans la transmission de la pauvreté.

Pour l'UMP, le sénateur Michel Savin a affirmé que «L'objectif est d'éviter le développement d'une France à deux vitesses» et demande une prise de conscience.

Pour l'UDI, le sénateur Vanlerenberghe a affirmé que la pauvreté ne diminue plus, au contraire elle augmente depuis quelques décennies. Il souligne que le non recours aux prestations sociales est supérieur aux fraudes.

Pour la sénatrice Isabelle Pasquier du groupe CRC, «la pauvreté doit faire l'objet d'une politique transversale: interrogeons-nous sur la répartition des richesses». Car si la pauvreté progresse, alors «les riches sont de plus en plus riches et plus nombreux». Elle constate que la moitié des personnes qui ont droit au RSA ne le réclame pas. Cela signifie que «la politique d'accompagnement doit être repensée».

Pour Michelle Meunier, du groupe socialiste, «la pauvreté a un sexe: les femmes sont plus pauvres, en cause: l'accès à l'emploi, les salaires inférieurs». «Cette situation conduit à l'hérité de la pauvreté». La lutte contre l'illettrisme doit être une priorité.

François Fortassin pour le groupe RDSE estime que «Nous devons faire preuve de fraternité, et mettre en place des politiques ambitieuses».

Le sénateur PS Kerdraon estime pour sa part qu'«Il est urgent de remettre l'emploi des jeunes au cœur de nos politiques», car «les jeunes sont les premières victimes de la précarisation par l'emploi».



Les sénateurs se sont penchés hier sur la pauvreté, un phénomène qui touche la moitié de la population à La Réunion. (photo Tonlox)

Conscience, confiance et fraternité

Le rapport préconise trois objectifs et douze préconisations pour un scénario de rupture:

Prendre conscience

1. Rendre l'appareil statistique de mesure plus réactif
2. Remettre la question des inégalités au cœur du débat
3. Consacrer la primauté du politique

Instaurer la confiance

4. Automatiser le versement des prestations sociales
5. Agir en priorité en faveur des enfants
6. Accorder leurs droits sociaux aux jeunes adultes
7. Instituer un référent unique pour l'accompagnement des personnes en détresse

Oser la fraternité

8. Mobiliser l'État, les collectivités et les associations dans une action collective et coordonnée
9. Généraliser le principe de participation des personnes pauvres aux politiques qui leur sont destinées
10. Fluidifier les échanges de données pour simplifier les procédures
11. Libérer les initiatives et promouvoir l'expérimentation
12. Systématiser l'évaluation des actions et des acteurs

Otè!

Koup la poir an dé! Sansa razèr d' pint fatigan ?

Matant Zélida la ékri Justin:

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité,

Mi trouv kant mèm drol bann rouj épi bann progrèsis, isi La Rényon, l'aprè di toultan l'érop, l'érop, l'érop konm si sé in bénédiksyon, alé oir bann moun konm zot, la-ba dan La Frans lé plito kont l'érop. Touléka, sé konmsa ké mi oi lé shoz. Isi, i di, san l'érop i gingn pa fé granshoz. La-ba i di l'érop sé kaziman in la dan la pate bann travayèr, épi bann maléré. Konmsa zot i vé demoun i konpran azot? Akoz zot i koz pa parèy isi épi la-ba? Kisa i fé l'intéresan dann ta? Kisa na rézon épi kisa na tor?..Sanm pou moin bann rouj é bann progrèsis isi La Rényon, in foi an plis zot l'aprè rod in moiynin fé romark azot. Konm di lo kont, in moiynin pou singlariz azot ankor! Tok! Pran sa pou toué!

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush gran rouvèr,

Kan ou i koz konmsa, ou i étone pa moin ditou, pars la pa zordi solman zot i sèy anfon in koin rant nou épi nout bann kamarad la-ba dann l'érop. Pou kosa zot i vé anfon in koin? Pars zot i pans konmsa zot va afébli anou. Mi koné pa si ou i koné in n'afèr konmsa, mé le lokazion lé bon pou domann aou tir in pé grinn bibas dann out trou d'zorèy! Dopli la komans voté pou z'éléksyon éropéène, nout tandans la gingn la pli-par d'tan in dépitè: dabor Paul Vergès dsi la lis parti kominis fransé épi pli tar Paul Vergès dann l'alyans, aprésa Elie Hoarau, aprésa ankor Younous Omarjee... Sak mi rotien sé k' nout bann kamarad la touzour sèy mète anlèr l'érop l'outre-mèr é la fé in bonpé dézord pou pa bann z'éropéin i obli anou... San vanté, mi pans sé zot - avèk bann RUP-la fé la politik l'érop pou bann l'outre-mèr... Mé sa i anpèsh pa k'i fo soubat, pars na touzour in pé i vé raz nout pint é si ni avèy pa nout z'intéré konm lé dsi l'fé, lé riskab an avoir dézagréman... Tok! Pran sa pou ou!

Justin

NB Désèrtin té i vé siprime sèt ané mèm bann kotà d'sik kann, Younous Omarjee la bate tanbour é la bien asplik sé in n'afèr i fo pran lo tan pou fé. Bann dépitè éropéin la désid roport lo mové kou l'ané 2020. Solman gouvèrnmman fransé la pa apiy in bon démarsh konmsa. La désid, ramenn lo délai ziska 2017. Kan Nout dépitè la di, sa la pa in n'afèr pou fèr, sa in kou d'pognar dann do plantèr, mésyé Lefoll, in minis sosyalis la di i vo myé koup la poir an dé, plito ké 2014, plito ké 2020, mèr 2017. Pandan éstan-la kabri i manj salad. Bann razèr d'pint la, sa lé fatigan oui!